****

 **RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS :** République démocratique du Congo

**TYPE DE RAPPORT : SEMESTRIEL**

**ANNEE DE RAPPORT:** 2022

|  |
| --- |
| **Titre du projet :** Renforcer la cohésion sociale et la confiance entre la population et les autorités à travers la police de proximité, le dialogue et la revitalisation socio-économique**Numéro Projet / MPTF Gateway:**  PRF-00123720 |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire :**       | **Type et nom d’agence récipiendaire :** RUNO : Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) (Agence coordinatrice) ;RUNO : Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ; RUNO : Entité des Nations Unies pour l’égalité de sexe et l’autonomisation des Femmes (ONU Femmes). |
| **Date du premier transfert de fonds :** 17/09/2020**Date de fin de projet :** 16/09/2022 (avec 6 mois d’extension sans coût)**Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ?** OUI |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**[ ]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[x]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** * Veuillez indiquer les montants totaux en dollars US alloués à chaque organisation récipiendaire
* Veuillez indiquer le montant du budget initial, le montant transféré à ce jour et l'estimation des dépenses par récipiendaire.
* Pour les projets transfrontaliers, regroupez les montants par agences, même s’il s’agit de différents bureaux pays, Vous aurez l’occasion de partager un budget détaillé dans la prochaine section.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Récipiendaire** | **Budget Alloué ($)** | **Transferts à ce jour ($)** | **Dépenses à ce jour ($)** |
| OIM | 2.444.129 | **977 652** | **1 842 686** |
| UNDP | 1.231.356 | **492 542,40** | **277 819,64** |
| ONU Femmes  | 879.540 | **351 816** | **336 003,73** |
| **TOTAL** | **4.555.025** | **1 822 010,4** | **2 456 509,37** |

Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : 54%\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\**Les modèles de budget sont disponibles* [*ici*](https://www.un.org/peacebuilding/content/application-guidelines)**Budgétisation sensible au genre :**Indiquez quel pourcentage (%) du budget contribuant à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes (GEWE) ? : 41,72%Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet contribuant à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : 1,019,671 USDIndiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant contribuant à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : $650 000  |
| **Marquer de genre du projet : 2[[1]](#footnote-2)****Marquer de risque du projet : 1****Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »): État de droit** |
| **Préparation du rapport :**Rapport préparé par : Equipes OIM, PNUD et ONU FEMMESRapport approuvé par : Fabien Samboussy, Chef de Mission OIM DRCLe Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport :  |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV. CETTE SECTION EST OPTIONELLE*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

Au cours des six derniers mois, le projet a enregistré des réalisations significatives telles que :

* La construction de 11 bâtiments dont six dortoirs, quatre blocs de latrines et de douches, un bâtiment comprenant le magasin et un dépôt à l’école de police de Tshipuka. Pour rappel, cette école a abrité la formation de base de 200 policiers de Tshikapa pendant cinq mois.
* Dans le cadre de la préparation du centre de formation de la police à Tshipuka, un forage a été également construit pour desservir en eau potable les policiers et les populations environnantes qui parcouraient des dizaines de kilomètres pour puiser de l’eau (effet multiplicateur du projet).
* Au total, 200 policiers de la province du Kasaï ont bénéficié d’une formation de cinq mois sur la doctrine de police de proximité, soit de septembre 2021 à février 2022. Cette formation a également porté sur des thématiques relatives aux violences basées sur le genre, aux droits de l’homme, à la lutte contre les violences basées sur le genre, la prévention de l’exploitation et des abus sexuels (PSEA)
* Les policiers formés ont effectué un stage pratique d’un mois avant d’être déployés sur l’ensemble de la Commune de Kanzala, Ville de Tshikapa. La fin du stage a été sanctionné par une cérémonie de clôture organisée le 12 avril 2022 à Tshikapa en présence des autorités provinciales et locales de Tshikapa ainsi que des autorités de la Police Nationale Congolaise notamment du Commissaire Général Adjoint de la Police Nationale Congolaise, et du Coordonnateur de la Cellule de la Réforme de la Police.
* Pendant la période de rapportage, des activités visant à rapprocher la Police et la Population ont été également organisée dans la Commune de Kanzala du 03 au 08 mai 2022. Ces activités comprennent entre autres des compétitions des matchs de foot avec les équipes mixtes constituées des joueurs issus de la population et de la Police, une marche de santé police-population sur les grandes artères de la Commune de Kanzala ; des activités inclusives de lutte contre l’insalubrité publique dans les quartiers de la commune; des conférences débats animés par les membres de CLSP, des forums des quartiers et les Policiers formés ; une tribune d’expression populaire entre les Policiers de circulation routières et les chauffeurs de taxi motos et un concert public animé par un orchestre composé des policiers et la population civile.
* A ce jour, les travaux de construction du Commissariat de référence et des trois Sous-Commissariats dans la commune de Kanzala ont atteint 60% de mise en œuvre. Les travaux seront parachevés au plus tard le 04 aout 2022.
* De plus, des mobiliers et autres fournitures de bureau ont été acquis pour équiper les bâtiments en cours de construction ainsi que 40 motos pour faciliter la mobilité des policiers formés.
* Au total, trois (3) projets à impact rapide ont été identifiés et validés par les forums en faveur des jeunes désœuvrés et les personnes affectées par le déplacement vivant à Kanzala. Il s’agit notamment des micros-subventions visant à appuyer dans les domaines de lutte contre le banditisme urbain, la lutte contre l’insalubrité publique et de lutte contre la pollution sonore dans la Commune de Kanzala.
* L’évaluation interne à mi-parcours réalisée en mars 2022 et ayant permis de mettre à jour les indicateurs de progrès du projet.
* L’identification et le diagnostic des chaines des valeurs porteuses au profit des jeunes filles et garçons qui bénéficierons des micro-subventions pour leur réinsertion socioéconomique ;
* Le renforcement des capacités en mai 2022 de quarante (40) acteurs locaux dont, entre autres, les membres des Comités Locaux de Paix et de Développement et les représentants des ministères techniques du gouvernement provincial du Kasaï. La formation a porté sur l’élaboration de plans d’actions prioritaires de paix et de développement (PAPD)
* La validation du Plan Local de Développement (PLD) assorti du plan d’actions prioritaires et plan local d’investissement

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (Limite de 1500 caractères):

Il faut dire qu’au stade actuel, le projet enregistre un progrès notable dans le renforcement des institutions mais aussi dans la structuration sociétale et que ces actions combinées (renforcement des capacités de la police, comités Locaux de sécurité de proximité et un appui à la réalisation d’initiatives économiques et sociales) ont contribué au renforcement de la confiance mutuelle entre les communautés et la Police Nationale Congolaise (PNC). Cela renforce le sentiment de sécurité au sein des populations locales qui l’ont exprimé lors des entretiens et enquêtes réalisés (voir le rapport ci-joint). En effet, tant au niveau provincial que local, les actions telles que la formation des agents de police, la mise en place des Comité Locaux de Sécurité et de Paix et le Comité Local de Paix et de Développement constituent des bases de transformation sociétales, car favorisant la participation de toutes les couches de la société (femmes, jeunes, etc.) au dialogue communautaire et la construction d’une société paisible. Même si ces actions doivent encore être renforcées, elles témoignent de l’intérêt des autorités et des communautés pour la question et concourent à restaurer l’environnement institutionnel et la structuration sociétale qui sont un préalable à la sécurité, la cohésion sociale et la résilience des communautés. Désormais, cette structuration procure à la communauté d’importants outils pour l’identification et l’atténuation des vulnérabilités pouvant exposer particulièrement les jeunes et les femmes. Des entretiens conduits avec quelques leaders communautaires et responsables de la police au niveau local, il ressort que ces derniers ont une bonne appréciation des appuis reçus. Ils pensent que cela engendrera probablement des changements positifs au sein des populations.

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

**Résultat 1 : La sécurité des populations locales est renforcée grâce à la mise en place de services de sécurité de proximité**

**ON TRACK**

**Résumé de progrès :**

Depuis le déploiement des 200 policiers (dont 194 hommes et six femmes) dans la commune de Kanzala dans la province du Kasaï, une amélioration de la situation sécuritaire est observée dans la Commune de Kanzala. (Cf rapport d’évaluation à mi-parcours du projet).

Le projet a accompagné le comité local de sécurité de proximité (CLSP), installé en septembre 2021, dans l'élaboration de plans du diagnostic local de sécurité (DLS) et le plan local de sécurité (PLS). Le projet a également accompagné le CLSP dans le plaidoyer pour le financement du plan local de sécurité. Le Gouvernement provincial a ainsi pris l’engagement au cours de l’atelier de présentation du Plan Local de Sécurité (PLS), de doter le CLSP d’un arrêté portant sur la mise à disposition du CLSP de fonds pour son fonctionnement. Notons qu’un bâtiment avait été déjà mis à leur disposition par les autorités locales.

Mis en place depuis septembre 2021, les quatre (4) forums des quartiers ont également bénéficié du soutien du projet pour la priorisation et la planification de projets à impact rapide, issus du Plan Local de Sécurité. Le projet a accompagné le CLSP et les forums des quartiers à traduire le plan local de sécurité à des plans opérationnels 2022 qui reprennent les projets à impact rapide ciblés par chaque Forum des quartiers, pour une durée d’exécution de 2 mois (mi-juin – mi-août 2022). Cf rapport d’évaluation à mi-parcours du projet

Les activités énumérées ci-haut ont facilité le rapprochement entre la population et la police. Elles ont également contribué à rétablir la confiance entre ces derniers dans le but de mutualiser les efforts dans la prévention et la résolution des différents problèmes sécuritaires dans les quartiers. En effet, l’évaluation à mi-parcours du projet montre que 75% des membres de la communauté enquêtés dans la commune de Kanzala confirment qu’ils font confiance à la police pour assurer leur sécurité au quotidien. On note également qu’à l’issue de la formation de base dont ils ont bénéficié, les policiers démontrent une meilleure connaissance de leur travail et l’importance de collaborer avec la population dans l’accomplissement de leur mission de sécuriser les personnes et leurs biens. A ce titre, 68% de la population enquêtée (sur un échantillon de 420 personnes enquêtées) estime être en sécurité dans leurs quartiers et 63% totalement satisfaite des services rendus par la police. L’analyse et le traitement de certaines questions sécuritaires se discutent dans les forums de quartiers et au niveau du CLSP. Cela a permis à la Police de cibler les endroits les plus chauds et envisager l’installation des dispositifs sécuritaires appropriés répondant aux besoins exprimés par la population.

La production du Plan Local de Sécurité a aussi permis à la Population et à la Police de comprendre les causes profondes de certaines situations d’insécurité dans la Commune et envisager ensemble des solutions en termes de réponses conjointes et concertées contenant une partie d’intervention policière et une autre visant le renforcement de la participation communautaire par la sensibilisation. Cela a abouti à l’élaboration de huit (8) projets prioritaires s’alignant sur le plan local de sécurité. La mise en œuvre de ces projets pourrait apporter une solution à beaucoup des problèmes sécuritaires notamment la réduction de la fréquence de cas de banditisme urbain, la lutte contre l’insalubrité, ce qui protégerait la population contre différentes maladies et les marchés informels installés le long du boulevard, exposant les femmes et enfants aux accidents de circulation.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :

Le projet étant à caractère inclusif et sensible au genre selon sa nature, les activités menées sous ce résultat, ont tenu compte de l’égalité de sexe autant que possible. En effet, toutes les activités menées ont considérablement impliqué les femmes à tous les niveaux. Leur représentation au sein des CLSP (3 femmes sur 10 personnes) et Forums des Quartiers (12 femmes/30personnes) en est une parfaite illustration. Cependant, la représentation de la femme reste toujours très faible. Lors de la formation de base de la police, seulement six femmes sur les deux cents (200) policiers y ont pris part. Toutefois, les responsables de la police nationale congolaise au niveau de la province ont pris l’engagement d’assurer une plus grande mobilisation des femmes pour les prochaines échéances.

De plus, 100 acteurs de la société civile du Kasai et des médias, dont 33 femmes, ont bénéficié de renforcement des capacités sur la police de proximité dans la commune de Kanzala à Tshikapa au Kasaï du 06 au 10 juin 2022. Parmi ces participants figurent 50 acteurs de la société civile issus de 25 organisations de défense des droits de la femme, des jeunes et celles à base communautaire, et 50 journalistes issus 10 radios communautaires et deux (2) médias en lignes. La formation était axée aussi sur la déontologie des journalistes, les droits humains, la lutte contre la violence sexuelle et celle basée au genre. Du 07 au 13 juin 2022, 295 individus dont 154 femmes, ont pris part à l’organisation d’une conférence débat sur la police de proximité, une activité ayant eu lieu dans le terrain de l’Institut Supérieur Médical de Tshikapa en présence du représentant du Gouverneur du Kasaï, notamment sur des thèmes relatifs à la police de proximité, l’autonomisation de la femme et de la fille, les VBG.

**Résultat 2 : L’intégration sociale et économique et la résilience des communautés, en particulier celle des groupes vulnérables, est renforcée comme alternative à la violence.**

**ON TRACK**

**Résumé de progrès :**

La mise en place du Comité local de Paix et de développement (CLPD) a été suivie par le renforcement des capacités des membres en matière de décentralisation, développement participatif, gouvernance locale, planification stratégique & opérationnelle et le budget participatif. En moyenne 30 participants dont 12 femmes membres du CLPD, services techniques étatiques et autorités locales (Ministère provincial du plan, Divisions provinciales du Plan, Décentralisation, Genre, Aménagement du territoire, développement rural, la mairie de Tshikapa et la Commune de Kanzala), ont pris part activement aux différents ateliers organisés respectivement du 07 au 09 avril et du 18 au 26 mai 2022. Il est à noter qu’à l’issue de la formation sur la planification stratégique et opérationnelle, quelques participants, désignés sur base de leur degré d’intérêt aux différentes présentations, ont été commissionnés pour renforcer les capacités de 10 chefs des quartiers d’abord et des membres des quatre forums de quartiers du CLPD pour enfin déboucher à la structuration des cellules de développement. De la sensibilisation sur le développement participatif, huit cellules de développement composées d’au moins six personnes seront constituées à cet effet. Parmi ces six personnes, il y aura un chef de rue ou de localité, soit encore tous les deux, un délégué d’une confession religieuse, un délégué d’une Organisation de la Société Civile (OSC), un délégué d’organisation des jeunes (formelle ou informelle) et un délégué d’une organisation des femmes (formelle ou informelle).

Outre le renforcement des capacités, les personnes formées regroupées en quatre groupes thématiques (Gouvernance, Secteurs sociaux, Secteurs productifs, et Infrastructures et environnement) participent au processus d’élaboration du Plan Local de Sécurité assorti des plans d’actions prioritaires de paix et de développement (PAPD) et les plans intégrés locaux (PIL) à travers la collecte et le diagnostic participatif des besoins de développement intégrant l’analyse des conflits et de la dimension genre en lien avec les plans locaux de sécurité de proximité (PLS).

Le caractère participatif du processus d’élaboration du PLD- PAPD – PIL augure une appropriation du processus de développement par les communautés locales et autorités étatiques.

Les activités mises en œuvre lors de la période de rapportage lancent d’ores et déjà le processus d’atteinte du résultat ciblé. En effet, à travers ce résultat, 500 personnes dont 50% de femmes sont ciblées avec une emphase particulière sur les jeunes filles et les jeunes garçons.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :

Les femmes sont représentées à travers toutes les activités mises en place dans le cadre de ce projet : elles siègent aux postes de direction des cadres de concertation mis en place par le projet (CLSP, forums de quartiers) et participent activement aux formations. Pendant les séances de sensibilisation et les tribunes publiques, le projet veille à ce que la distribution de parole entre les hommes et les femmes et en particulier les jeunes (filles) soit équilibrée.

Pendant l’étude de base, des outils ont été conçus uniquement pour recueillir les points de vue des jeunes. Sur l’ensemble des activités mises en œuvre dans le cadre du projet, des activités déjà réalisées visaient en priorité les femmes et les jeunes, entre autres : des activités de la communication et mobilisation inclusive des femmes et des jeunes à risques, des activités récréatives au profit des jeunes/femmes) et la formation professionnelle des jeunes et des femmes sur les métiers porteurs.

Aussi, parmi les fora des quartiers, les six délégués sont composés de deux femmes et une jeune fille, de deux hommes et un jeune garçon. Le CLSP compte 10 personnes dont quatre femmes et est dirigée par une femme.

Par ailleurs, les interventions du projet en lien avec le résultat 2 sont conformes aux principes de la Résolution 1325 à travers la promotion de la participation des femmes et leurs rôles dans la résolution des conflits et la consolidation de la paix. A titre illustratif, sur les 30 membres que compte le CLPD, 12 sont les femmes, soit 40%. Sur les quatre (4) membres du secrétariat permanent du CLPD, 2 sont les femmes, soit 50%. En outre, il importe de souligner que conformément à la stratégie générale de mise en œuvre de toutes les activités, le projet intègre la dimension genre. A cet effet, 50% femmes et 30% des jeunes (filles et garçons) seront les bénéficiaires directs des activités de la haute intensité de la main d’œuvre (HIMO).

**ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de données** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|
|
|  |
| Objectif : Ce projet vise à atténuer le vide sécuritaire dans les communautés où le risque de violence est particulièrement élevé, à travers la mise en place de services de sécurité de proximité et le renforcement des opportunités de subsistance pour les plus vulnérables. Les quartiers et communes d'intervention à Tshikapa seront déterminés conjointement avec les autorités locales, et la PNC et UNPOL. |  |  |  |  |  |  |
| Résultat 1 : La sécurité des populations locales est renforcée grâce à la mise en place de services de sécurité de proximité | % des membres des communautés ciblées ayant affirmé qu'ils font confiance à la police pour assurer leur sécurité au quotidien (désagrégé par sexe et par âge) | 26,10 | 75% | 75% | 75%, soit 100% de réalisation de l’indicateur  |  |
| % de la population estimant être en sécurité dans leur quartier/village (désagrégé par sexe et par âge) | 29,24% | 83% | 68% | 68%, soit 100% de réalisation de l’indicateur |   |
| % de la population ayant affirmé que les CLSP contribuent à l'amélioration de la situation sécuritaire (désagrégé par sexe et par âge) | 3% | 50% | 83% | 83%, soit 166% de réalisation de l’indicateur  | A l’issue de l’étude de base, la cible a été sous-estimée |
| Nombre d'incidents de sécurité/ ou de conflits inter communautaires rapportés dans les localités ciblées par le projet | 196 | 40 | 49 | 49, soit 122% de réalisation de l’indicateur | L’écart s’explique par le fait que le projet n’est pas encore arrivé à terme.  |
| % de personnes satisfaites des services rendus par la police   | 26,44% | 76% | 76% | 76%, soit 100% de réalisation de l’indicateur |  |
| Produit 1.1: La police a des capacités renforcées pour assurer la sécurité des populations | Nombre d'agents de police formés sur l'approche et les principes de police de proximité  | 00 | 200 | 200 | 200, soit 100% de réalisation de l’indicateur |  |
| Nombre cadres de la police formés sur les notions de redevabilité de la police  | 1 | 30 |  30 | 30, soit 100% de réalisation de l’indicateur |  |
| Nombre de bâtiments de la PNC construits / réhabilités pour abriter les unités de police de proximité  | 0 | 5 | 0 | 0  |  4 bâtiments sont en cours de construction et 1 n’est pas encore entamé.  |
| Nombre de policiers qui connaissent les principes de masculinité positive et les appliquent dans leur travail et dans leur vie privée.   | 34 | 200 | 125 | 125, soit 62% de réalisation de l’indicateur | Les formations des policiers ne sont pas encore terminées.  |
| Nombre de policiers formés sur la gestion et à la maintenance des équipements et infrastructures.   | 00 | 10 | 0 | 0  | L’activité n’est pas encore exécutée |
| % de la population ayant le sentiment d'être en sécurité grâce au déploiement des unités de police de proximité (désagrégé par sexe et par âge)  | 23% | 68% | 74% | 74%, soit 108% de réalisation de l’indicateur | A l’issue de l’étude de base, la cible a été sous-estimée |
| % de la population ayant affirmé que la mise en place de la police de proximité a contribué à l'amélioration de la sécurité locale (désagrégé par sexe et par âge)  | 21,18% | 63% | 77% | 77%, soit 122% de réalisation de l’indicateur | A l’issue de l’étude de base, la cible a été sous-estimée |
| % de réduction du taux de criminalité dans les zones cibles (désagrégé par type de crime) | 79,60% |  | Vols de Bien et Cambriolage : 83%Viol : 75%Agression physique : 83%Exécution sommaire : 100%Conflit armée intercommunautaire : 100%% Moyen: 88% | 88%, soit Vols de Bien et Cambriolage : 83%, Viol : 75%Agression physique : 83%Exécution sommaire : 100%Conflit armée intercommunautaire : 100% |  |
|  |  |
|  | 90% |
| Produit 1.2: Des mécanismes de redevabilité interne et externe sont opérationnels pour améliorer la qualité des services de sécurité envers les populations | Nombre de séances de discussion sur le travail de la police organisés devant les communautés  | 00 | 5 | 0 | 0 | Le moment prévu pour la réalisation de ces activités dans le plan de travail n’est pas encore arrivé. |
| Nombre de dossiers de discipline enregistrés et traités au niveau de l'antenne provinciale de l'IGPNC  | 0 | 5 | 0 | 0 | Parce que le IGPNC n’est pas encore installé à Tshikapa |
| Nombre d'activités de coaching organisées pour les unités de police de proximité  | 00 | 8 | 0 | 0 | Les policiers sont toujours en formation à Tshipuka. |
| Produit 1.3: La gestion de la sécurité au niveau communautaire est améliorée à travers une approche inclusive et participative | Nombre de Comités Locaux de Paix et Sécurité et de forums de quartiers opérationnels  | 0 | 6 | 6 | 6, soit 100% d’atteinte de l’indicateur, 6 comités déjà mis en place (1 CLSP et 4 Forums de quartiers et 1Comité Local de paix et de développement) | Une forte implication des autorités locales et toutes les parties prenantes |
| Nombre de personnes (désagrégé par âge et par sexe) sensibilisées sur les questions sécuritaires et les mécanismes de gouvernance locale en matière de sécurité  | 00 | 400 | 1553 dont 583 Femmes | 1553 dont 583 Femmes, soit 388%, d’atteinte de l’indicateur  | L’écart s’explique par le fait que les sensibilisations ont touché plus de personnes que prévu suit à la mobilisation de la population.  |
| Nombre de membres de la communauté participant aux mécanismes de gouvernance locale en matière de sécurité (désagrégé par sexe)  | 10 | 10 membres dont 30% de femmes | 56 | 56, soit 560% du niveau de réalisation de l’indicateur | Au départ il était considéré seulement 10 membres du CLSP. Mais actuellement sur les 10 il s’est ajouté 46 membres des forums de quartiers. |
| % des autorités locales et /ou coutumières et des agents de sécurité engagés dans la promotion du Genre et la communication pour le changement de comportements (CCC) sur les SGBV.  | 0% | 50% | 0% | 0%  | L’indicateur sera renseigné à l’évaluation finale du projet  |
| % d'hommes et de femmes ayant affirmé que le tissu social est renforcé grâce aux activités de rapprochement des communautés initiées par le projet  | 24,60% | 70% | 0% | 0% | Le moment prévu pour la réalisation de ces activités n’est pas encore arrivé |
| Produit 1.4: Les Plans Locaux de sécurité de proximité sont élaborés et mis en œuvre par les communautés | Nombre de plans locaux de sécurité de proximité élaborés et ayant fait l'objet de mesure d'application  | 0 | 1 | 1 | 1, soit 100% de réalisation |  |
| Nombre de diagnostics et de plans locaux de sécurité sensibles au genre (30% axés sur les besoins spécifiques des femmes et des jeunes filles)  | 0 | 1 | 1 | 1, soit 100% de réalisation de l’indicateur |  |
| Nombre de cas d'abus et d'exploitation sexuelle reportés et investigués au sein de la Police  | 166 | 50 | 32 | 32, soit 116% de réalisation de l’indicateur |  |
| Résultat 2 : L'intégration sociale et économique et la résilience des communautés, en particulier celle des groupes vulnérables, est renforcée comme alternative à la violence | % Augmentation de l'offre ou demande de production  | 0% | 60% | 0% | 0% |  L’Analyse des offres des ONG de mise en œuvre est réalisée et la contractualisation de l’ONG pour la mise en œuvre des AGR est en cours de finalisation. |
| % d'augmentation des revenus des bénéficiaires (désagrégé par sexe et par âge)  | 3,80 % | 60% | 0% | 0% | Les AGR ne sont pas encore réalisées |
| Nombre d'emplois crées à travers les AGR (désagrégé par catégories : victimes ; démobilisés volontaires ; homme ; femmes) ;    | 0 | 500 | 0 | 0 | L’Analyse des offres des ONG de mise en œuvre est réalisée et la contractualisation de l’ONG pour la mise en œuvre des AGR est en cours de finalisation. . |
| % de bénéficiaires déclarant être en mesure de subvenir à leurs besoins et ceux de leurs familles  | 23,80% | 80% | 0% | 0% |  L’Analyse des offres des ONG de mise en œuvre est réalisée et la contractualisation de l’ONG pour la mise en œuvre des AGR est en cours de finalisation.  |
| Produit 2.1: Les plans locaux de paix et de développement (PLPD) intégrant l'analyse des conflits et la dimension genre, en lien avec les plans locaux de sécurité de proximité, sont élaborés et mis en œuvre, | Nombre de plan locaux de paix et de développement élaborés et ayant fait l'objet de mesures d'application  | 0 | 10 | 0 | 0%  | L’activité liée à l’élaboration des plans locaux est en cours d’élaborations.Diagnostic participatif des besoins de développement réalisé et données collectées en cours d’analyse |
| Nombre de membres de la communauté participant à l'élaboration et à la mise en œuvre des CLPD  | 0 | 30 | 30 | 30, soit 100% de réalisation de l’indicateur | L’activité liée à l’élaboration des plans locaux (PLD - PAPD- PIL)  |
| Produit 2.3: Des infrastructures communautaires ouvrant à la relance socioéconomique et à la cohésion sociale des communautés, sont réhabilitées à travers la création d'emplois temporaires | Nombre et type d'infrastructures communautaires réhabilitées/construites à travers l'approche HIMO  | 0 | 3 | 0 | 0  |  L’Analyse des offres des ONG de mise en œuvre réalisée et la contractualisation de l’ONG pour la mise en œuvre des activités HIMO et AGR est en cours de finalisation. Le rapport quant à l’estimation des coûts des travaux de réhabilitation est en cours d’appréciation |
| Nombre de bénéficiaires vulnérables des communautés locales embauchées dans le HIMO par provinces (désagrégé par sexe)  | 0 | 500 | 0 | 0 | Les activités HIMO seront entamées incessamment. Pas encore embauchés |
| Produit 2.4: Les jeunes et les femmes ont accès à des moyens de subsistance durables (à travers le lancement ou le renforcement d'activités génératrices de revenus innovantes, ainsi que la capitalisation sur leur épargne constituée) contribuant à réduire leurs vulnérabilités socioéconomiques | Nombre d'activités génératrices de revenus fonctionnelles (rendre compte sur leur capital et son évolution)  | 0 | 400 | 0 | 0  | Les AGR sont consécutives aux activités HIMO  |
|   Nombre de personnes formées comme formateurs des jeunes et des femmes sur les moyens de subsistance   | 0 | 200 | 35 personnes formées  | 35, soit 18% de réalisation de l’indicateur | La formation va continuer jusqu’atteindre 200 personnes. |
| Nombre de membres de communautés vulnérables impliquées dans les AGR pour la relance d'une économie durable (désagrégé par sexe et faire le suivi du capital et revenus)  | 0 | 400 | 0 | 0 | Les AGR sont consécutives à la mise en œuvre des activités HIMO |
| Nombre de chaînes de valeurs renforcées   | 00 | 4 |  0 | 0  |   |
| % d'acteurs économiques locaux (producteurs agricoles) connectés aux marchés locaux  | 0% | 40% |  0 | 0  | Activité consécutive à celle de l’identification et diagnostic des chaines des valeurs. |
| % de la population ayant affirmé que leur condition de vie s'est améliorée grâce à la mise en place des chaines de valeurs  | 0% | 60% | 0% | 0%  | Les AGR n’ont pas encore été entamées. Pas encore entamé |

**Partie III: Questions transversales**

Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):

Pour les six mois restants, les principales activités prévues sont entre autres :

* L’achèvement de la réhabilitation des bâtiments de la PNC,
* La poursuite la formation des formateurs des jeunes et des femmes sur les moyens de subsistance,
* L’achèvement de l’analyse des offres des ONGs et le démarrage effectif des activités à HIMO et des AGR,
* La conduite de l’évaluation finale du projet.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée.

      A cette étape de la vie du projet, l’évaluation à mi-parcours fait ressortir une amélioration dans la collaboration entre la population et les services de sécurité. La population n’a pas enregistré un nombre important de tracasseries de la part de la PNC ces six derniers mois. Ce qui implique un changement positif du travail de la police qui fait désormais des investigations des cas de plaintes reçus et informe le concerné sur l’issue finale de l’investigation. A titre illustratif, le jeune Alidor du quartier Kamanyonga explique que : « Quand les policiers viennent au quartier pour arrêter une personne, ils s’adressent d’abord au chef de quartier, ils présentent le problème auprès du chef et c’est au chef de les conduire vers la personne recherchée, si le cas n’est pas grave ils trouvent la solution à l’amiable, si le cas est grave ils acheminent la personne au commissariat de la police ». De ce fait, 74% de la population des quartiers enquêtés dans la commune de Kanzala fonde leur espoir dans les éléments de la police qui ont suivi la formation sur la police de proximité à Tshipuka au Kasaï oriental pour assurer efficacement leur sécurité car cela devrait leur permettre de vaquer tranquillement aux activités quotidiennes.

Vous pouvez également joindre un maximum de 3 ﬁchiers dans diﬀérents formats (ﬁchiers image, PowerPoint, pdf, vidéo, etc.) et 3 liens à des ressources web pour illustrer l'impact humain du projet [OPTIONAL] 

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi :** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)Pendant ces neuf derniers mois, plusieurs activités de suivi qui ont été organisées en plus d’une évaluation à mi-parcours du projet :Les réunions de coordination mensuelles : ces réunions connaissent la participation de toutes les agences membres du consortium et ont permis d’évaluer chaque mois le niveau d’exécution du chronogramme, formuler des recommandations et mutualiser les efforts pour la mise en œuvre d’un bon nombre d’activités en commun. La collecte des données qualitative et quantitative sur la perception de la population bénéficiaire du projet a permis au consortium d’évaluer l’impact de ses activités déjà réalisées, mais également de formuler des recommandations pour les prochaines activités.  | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ?  En plus de l’étude de base qui avait été réalisée au début du projet, une évaluation à mi-parcours réalisée en mars 2022, a permis de mettre à jour les indicateurs et mesurer l’état d’avancement du projet. Aussi, le système de tracking des indicateurs mis en place pour mesurer le progrès des résultats à la fin de chaque mois a facilité le suivi de la mise en œuvre et d’alerter surtout sur les défis liés au délai de réalisation des objectifs du projet.Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? En plus de l’évaluation à mi-parcours réalisée en mars 2022, une collecte de données a été organisée pour recueillir les perceptions des bénéficiaires sur les changements induits par le projet en matière de sécurité et de collaboration avec la police. Cette collecte de données a permis également d’actualiser la matrice des résultats.  |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? Les enquêtes de perception ont été réalisées avec objectif de renseigner les indicateurs du projet. Ces enquêtes ont touché toutes les catégories des bénéficiaires du projet (parties prenantes du projet). | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire):      23,000 USDSi le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*: Le projet va bintôt lancer le recrutement d'un cabinet/consultant pour la réalisation de l'évaluation finale. Les TdR de cette évaluation finale sont en cours d’élaboration |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donnateur: Montant ($):                                  |
| **Eﬀet catalytique (non ﬁnancier)** : Le projet a-t-il permis ou créé un changement plus important ou à plus long terme dans la construction de la paix?[ ] Aucun eﬀet catalytique[ ] Peu d’eﬀet catalytique [ ] Eﬀet catalytique important [ ] Eﬀet catalytique très important [x] Je ne sais pas[ ] Trop tôt pour savoir | Veuillez décrire comment le projet a eu un effet catalytique (non-financier)Veuillez limitez vos réponses à 3000 caractèresL’évaluation finale pourra nous situer sur cette question. |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) |       |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19. CETTE SECTION EST OPTIONELLE*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19 : $ 2 042.156

Ces dépenses concernent essentiellement les test PCR lors des déplacements du personnel et des partenaires du projet, l’achat des masques ; gels hydroalcooliques et des dispositifs de lavage de mains.

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières : Au cours de la mise en œuvre du projet, notamment lors des activités de formation, et réunions techniques, les bénéficiaires ont été régulièrement rappelés au respect des mesures barrières (port de masque obligatoire, usage de gel hydroalcoolique, distanciation, lavage de mains) qui était une condition pour accéder aux salles de formation. A cet effet, des masques personnalisés (portant la visibilité du projet), des gels et dispositifs de lavage de de main ont été mis à disposition de partenaires et bénéficiaires.
2. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

[ ]  Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

[ ]  Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

[ ]  Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

[ ]  Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

[ ]  Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[ ]  Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

1. Score 3 : pour les projets qui ont l’égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l’égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 2 : pour les projets qui ont l’égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l’égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 1 : pour les projets qui contribuent d’une certaine manière à l’égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 30% du budget total). [↑](#footnote-ref-2)